

Richard Ferrand.

« Préoccupé » par Synutra

Recueilli par
Dimitri L'hours

Le député de la sixième circonscription, Richard Ferrand, a fait le point sur les dossiers locaux et nationaux, hier, à sa permanence châteaulinoise. Il se dit notamment préoccupé par la situation au sein de l'usine carhaisienne de Synutra.

Richard Ferrand, entouré de ses assistantes parlementaires : Laëtitia Dolliou, Soizic Kerbrat et Leïla Delefortrie.



> **Synutra.** « Un député n'intervient pas directement sur les rapports sociaux internes dans une entreprise. Bien sûr que je suis préoccupé par ce que j'ai pu lire ici ou là : sur le fait que la production ne se situe pas au niveau que l'on pourrait attendre et qu'il existe une certaine instabilité. La prospérité d'une entreprise est liée au bien-être de ses salariés. Je veux espérer qu'il s'agit d'un mouvement erratique lié au début de l'entreprise ».

> **Fibre optique.** « Toutes les zones ont vocation à devenir attractives. On ne peut pas hiérarchiser les priorités en fonction de l'existant. Le parti pris de la Région a été de laisser les communautés de communes décider du déploiement. Je ne suis pas certain que Châteauneuf-du-Faou soit handicapé par ce qui a été décidé au sein de la Communauté de communes de Haute-Cornouaille ».

> **Couverture mobile.** Aujourd'hui, on pourrait plutôt parler d'une couverture statique dans la circonscription. Le gouvernement travaille avec les opérateurs pour que le mouvement s'accélère ».

> **Apprentissage.** « Je me suis rendu au Salon des artisans, à Châteaulin. J'ai pu constater que le temps d'interrogation sur les carnets de commande est révolu. Désormais, les entreprises ont des difficultés à recruter. Je préfère avoir des chefs d'entreprise qui ont besoin d'embaucher que de débaucher. Le plan régional est d'arriver à 20.000 apprentis d'ici 2020 dans le Finistère. Aujourd'hui, nous en sommes à 14.000. C'est une voie d'excellence. Pourtant, les lycées professionnels de la circonscription ne font pas le plein ».

> **Agriculture.** « Les états généraux ont démarré. Quatorze at-

liers ont commencé leurs travaux. On veut que les coûts de production soient enfin pris en compte par les industriels. Cela débouchera sur une loi si c'est nécessaire, même si c'est toujours mieux de ne pas avoir à en arriver là ».

> **Glyphosate.** « L'objectif du gouvernement est de sortir des pesticides. Encore faut-il trouver des produits de substitution. La France ne votera pas pour le renouvellement du glyphosate pour dix ans. Nous allons tout faire pour en sortir le plus vite possible, en accompagnant les recherches. Les paysans n'utilisent pas le glyphosate par goût. Pour relativiser, il faut rappeler que cela représente 200 tonnes par an dans le département. Mais tant qu'une solution n'est pas trouvée, nous n'y renoncerons pas. Il ne faut jamais prendre un remède qui rend plus malade que le mal ».